

# #metoo, un an après

CULTURE | CHRONIQUE

PAR MICHEL GUERRIN

C'était il y a un an, le 5 octobre. Le *New York Times* publiait des témoignages de femmes, souvent des actrices, sur les violences sexuelles que le producteur de cinéma Harvey Weinstein leur a fait subir. Le hashtag metoo est créé dans la foulée – partagé des millions de fois. Une révolution sociétale s'ouvre. L'histoire retiendra qu'elle est née dans le cinéma. Un an plus tard, c'est toujours du côté d'Hollywood, de l'industrie culturelle et des médias, qu'il faut regarder. Les témoignages y sont les plus nombreux, les débats aussi, comme les mesures prises. Logique. Les femmes qui ont ouvert la boîte de silence ont l'habitude de la parole. Portée par leur notoriété, et celle des hommes qu'elles accusent.

Dans ce secteur, des têtes sont tombées en cascade. L'acteur Bill Cosby, qui fut le mieux payé d'Amérique, est le premier à dormir en prison. Harvey Weinstein sera devant ses juges en novembre. D'autres figures ont disparu du paysage. Citons, parmi d'autres, l'acteur Kevin Spacey, le chef des studios d'Amazon, Roy Price, John Lasseter, de Pixar, Charlie Rose et Leslie Moonves, de la chaîne CBS, Roger Ailes, de Fox News.

La presse américaine se demande en ce moment ce que #metoo a changé. Elle dit les avancées et le travail vertigineux qu'il reste à faire. Elle rappelle, chiffres à l'appui, que le harcèlement à Hollywood est une goutte d'eau par rapport au sexisme ordinaire au bureau. Parce que le harcèlement n'est pas une question culturelle, mais un attribut du pouvoir.

## «Codes de bonne conduite»

Reste que c'est Hollywood qui est en pointe pour que ça change. Comme l'industrie du rêve n'a toujours pas créé le comité visant à recueillir les signalements de

harcèlement, l'association Time's Up s'en est emparée. Son nom signifie «c'est fini» – sous-entendu: pour nous les femmes de nous taire. Créée en janvier par 300 actrices, dont Cate Blanchett ou Meryl Streep, Time's Up a amassé 21 millions de dollars (soit 18,25 millions d'euros) destinés à aider toutes les femmes victimes de harcèlement – 3 500 plaintes en neuf mois.

Les différentes corporations d'Hollywood ont mis en place des «codes de bonne conduite». La guilde des acteurs a obtenu des producteurs qu'ils ne fassent plus des réunions de travail avec des actrices dans des chambres d'hôtel et des maisons privées. Les scènes de nudité sur les tournages pourraient aussi être mieux encadrées. Surtout, le climat a changé: «il y a vraiment un changement sismique», affirme l'actrice Carey Mulligan à l'agence Associated Press.

Mais beaucoup signalent un risque. Le combat sera perdu s'il se limite à quelques hommes sortis du jeu et à de belles déclarations aux Oscars. Le combat est celui de la parité. Plus il y aura de femmes productrices, scénaristes ou cinéastes, plus le harcèlement tombera. Sur ce front, rien de nouveau – le changement ne se fait pas en un an. En novembre 2017, l'actrice et scénariste Rashida Jones se retirait du film *Toy Story 4* (sur les

**LE RISQUE CULTUREL  
POUR #METOO EST  
AILLEURS: PORTER  
ATTEINTE À LA LIBERTÉ  
D'EXPRESSION AU NOM  
D'UN COMBAT JUSTE  
AVEC L'AFFAIRE  
WEINSTEIN, UNE**

## RÉVOLUTION SOCIÉTALE EST NÉE DANS LE CINÉMA. UN AN PLUS TARD, C'EST TOUJOURS DU CÔTÉ D'HOLLYWOOD QU'IL FAUT REGARDER

écrans le 26 juin 2019), produit par Pixar, en notant que ce studio très créatif n'avait pas confié un seul film en vingt-cinq ans à une femme: «Ces sociétés géantes ont toutes besoin d'un relooking.»

La solution pourrait venir des «clauses d'inclusion» visant à avoir plus de femmes et de Noirs aux postes-clés dans la chaîne des métiers d'Hollywood – en septembre, le studio Warner Bros s'est engagé en ce sens. La pression est aussi mise sur les festivals de cinéma pour que leur sélection soit féminisée. Réaction cinglante du patron de la Mostra de Venise, Alberto Barbera: «Mon critère, c'est la qualité des films, pas le sexe du réalisateur.» Qui lui a envoyé une réponse rude? Une revue américaine, *The Hollywood Reporter*.

Cette révolution en marche inquiète quelques voix aux États-Unis. Pas sur le principe, mais sur les excès. On les entend peu. Sean Penn s'y est risqué, il s'est fait laminer. Le danger ne vient pas d'idées stupides comme celle de Netflix qui a envisagé d'interdire à toute personne présente sur un tournage d'en regarder une autre dans les yeux plus de cinq secondes – toute révolution a ses travers. Non, le risque culturel pour #metoo est ailleurs: porter atteinte à la liberté d'expression au nom d'un combat juste.

Prenons l'affaire Ian Buruma. Ce dernier était il y a peu rédacteur en chef de la *New York Review of*

*Books*, prestigieuse revue intellectuelle. A la mi-septembre, Buruma publie un essai de Jian Ghomeshi, vedette de radio au Canada, congédié après que plus de vingt femmes l'eurent accusé de violences sexuelles, mais acquitté par la justice en 2016. Dans son texte pour la revue, M. Ghomeshi ne s'excuse pas, relativise sa culpabilité, raconte sa descente aux enfers.

Ce texte provoque une vague d'indignation, d'abord des victimes présumées. M. Buruma est désavoué par le propriétaire du journal. Il est injurié sur les réseaux sociaux. Il est contraint de démissionner le 19 septembre. Son cas divise le monde intellectuel. Saluons la centaine d'écrivains, dont Joyce Carol Oates, qui ont défendu un éditeur respecté, et dénoncé «un abandon de la mission de la revue, qui est la libre exploration des idées». Certains pensent même que M. Buruma a fait un faux pas mais que ce n'est pas une raison pour le virer.

Ian Buruma a confié au site *Slate*, le 14 septembre, que ce qui l'intéresse chez Jian Ghomeshi, ce n'est pas tant ce qu'on lui reproche, puisque c'est tranché par la justice, mais le récit de sa chute sociale. Cet entretien a choqué ses opposants. Nous, ce qui nous choque, c'est cette volonté de censurer toute voix contradictoire. C'est de faire de Ian Buruma une victime collatérale de #metoo. D'abîmer ce mouvement. Et puis cette question, qui risque de se poser à de multiples reprises: une parole reste-t-elle possible pour des figures culturelles condamnées par l'opinion mais blanchies par la justice? ■